



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Minimum-garanti-amorce-ou>

Minimum garanti : amorce ou caricature ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 841 - janvier 1986 -

Date de mise en ligne : lundi 15 juin 2009

Date de parution : janvier 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le Parti Socialiste vient d'annoncer qu'il met dans son programme pour les prochaines élections le revenu minimum garanti. Il rejoint ainsi la proposition que faisait Lionel Stoléru, dès 1974, lorsqu'il était au ministère du Travail dans un gouvernement de droite. Ceci est donc tout à fait conforme à ce que nous annonçons ici - même dans l'éditorial de Juillet dernier : « Alors même que les perspectives électorales feraient croire que les partis politiques fourbissent leurs armes pour s'opposer, on assiste en fait à un consensus, la droite et la gauche se retrouvant parfaitement d'accord sur un point : il faut à tout prix sauver la société capitaliste. Et comme le problème du chômage la met en danger, il faut bien accepter l'idée d'un revenu minimum de survie pour en atténuer les effets les plus scandaleux ». Mais ce revenu minimum pour les laissés pour compte, est-ce l'amorce de l'économie distributive, comme le pensent des camarades, tel notre ami René Martin dans les pages qui suivent ?

Je sais grâce à Denis Clerc (agriculteur et sciences sociales, directeur de la revue Alternatives économiques), interviewé sur ce sujet, le 18 novembre par « Libération », d'avoir montré où se situe la divergence entre nos propositions et celle des conservateurs du capitalisme, que ces derniers se disent de droite ou de gauche. Je cite D. Clerc, décrivant la motivation de ces conservateurs : « Le but recherché par les libéraux est avant tout de simplifier les procédures complexes qui prévalent à la distribution des très nombreuses allocations... que verse l'Etat Providence... » Ceci correspond bien en effet à ce que déclare L. Stoléru, dans le même numéro de Libération : il s'agit pour lui d'instituer un revenu familial pour remplacer le SMIC « type même du problème mal posé... et qui n'aboutit pas à l'objectif fixé ». Et la démarche tout à fait analogue que fait le PS s'inscrit ainsi parfaitement dans la suite des efforts qu'il déploie depuis qu'il est au gouvernement pour montrer qu'il est le plus zélé gestionnaire et défenseur du capitalisme. Par contre, quand la journaliste de Libération lui demande quelle est, à gauche, la motivation du revenu garanti, D. Clerc répond : « L'idée de base consiste à partir du fait que le progrès technique réduit le nombre d'heures de travail nécessaires. A défaut d'un partage du travail auquel la société capitaliste, spontanément, ne se prête guère... il convient... de dissocier distribution des revenus et activités productives. Telle est la thèse avancée, en particulier, par Jacques Duboin, dans les années 30 et reprise aujourd'hui par le courant distributiste. Par rapport aux positions libérales... la différence est importante : la société assure à chacun un revenu à vie, destiné à couvrir ses besoins, ou au moins ses besoins de base ; en échange, chacun doit à la société une part de son énergie, de son savoir, de ses capacités.

On ne travaille plus pour un salaire, mais pour la collectivité, laquelle, en échange, garantit un revenu à vie ».

Soyons très clairs dans les débats auxquels nous allons être amenés à participer. Le revenu minimum garanti que proposent tous ces conservateurs est une REDISTRIBUTION, il s'agit de prendre aux uns une part de leurs revenus pour donner aux autres de quoi survivre... et se taire. Elle n'est l'amorce d'une société distributive, au même titre que l'étaient déjà les allocations diverses qu'elle se propose de remplacer, que dans la mesure où tous ces versements obligatoires constituent la preuve qu'il n'est plus possible, au XXe siècle, de laisser fonctionner librement les lois du marché. Mais la redistribution en opérant un tri, place des millions d'êtres humains en condition d'assistés. C'est une façon d'ENTERINER la société duale : de permettre aux « battants » de continuer leurs luttes fratricides et de condamner tous ceux qui n'auront pas « gagné », et leur nombre ira en croissant de plus belle dans cette société de compétition exacerbée, à n'être plus que les clients dociles dont les premiers ont besoin, ils viennent de s'en apercevoir. De plus, cette redistribution est absurde parce qu'elle maintient une limite arbitraire à l'ensemble des revenus et un obstacle à toutes les productions utiles, matériellement et humainement possibles mais non « rentables », au sens capitaliste du terme. C'est la DISTRIBUTION au sens où nous l'entendons, qui peut permettre à l'humanité d'avoir accès à l'héritage prodigieux de techniques et de savoir-faire qui est aujourd'hui à notre portée.